

1

CONTEXTE CAMEROUNAIS : RÉSEAUX SOCIAUX & CONFLITS



CONTEXTE CAMEROUNAIS : RÉSEAUX SOCIAUX ET CONFLITS SOMMAIRE

LES DISCOURS HAINEUX

CONSOLIDATION DE LA PAIX ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE:

CONTEXTE DES RÉSEAUX SOCIAUX

PLATEFORMES NUMÉRIQUES LES PLUS USITÉS AU CAMEROUN

LOIS, LIGNES DIRECTRICES ET DÉFINITIONS DU DISCOURS DE
HAINE

DISCOURS HAINEUX ET VIOLENCE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

NORMES COMMUNAUTAIRES ET POLITIQUE EN MATIÈRE DE
DISCOURS HAINEUX

COMMENT SIGNALER UN DISCOURS DE HAINE

RÉSEAUX SOCIAUX ET CONFLITS AU CAMEROUN

LEXIQUE DES TERMES DU DISCOURS HAINE PAR PEACETECHLAB

EXERCICE : DÉFINITIONS ET SIGNIFICATIONS

DISCOURS HAINEUX ET CONFLITS VIOLENTS AU CAMEROUN

LOIS ET RÈGLEMENTS SUR LES DISCOURS HAINEUX AU
CAMEROUN

POLITIQUE DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LUTTE CONTRE LA

DIFFUSION DES DISCOURS HAINEUX EN LIGNE AU CAMEROUN.

#DEFYHATENOW | CHAPITRE 1

RÉSEAUX SOCIAUX & CONFLIT



CONSOLIDATION DE LA PAIX ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE: CONTEXTE DES RÉSEAUX SOCIAUX



Le discours de haine est une communication qui dénigre des personnes sur la base de leur appartenance à un groupe particulier. Cela peut inclure n'importe quelle forme d'expression, comme des images, des pièces de théâtre et des chansons, ainsi que la parole. Certaines définitions étendent le concept de discours haineux pour inclure les communications qui favorisent un climat de préjugés et d'intolérance - ces types de communications peuvent alimenter la discrimination,



Source: **DW Hate Speech FAQ** <https://p.dw.com/p/119ku>

La Cour européenne des Droits de l'Homme, dans une définition adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, considère le « discours de haine » comme: « toutes les formes d'expression qui propagent, incitent, promeuvent ou justifient la haine raciale, la xénophobie, l'antisémitisme ou autres formes de haine fondées sur l'intolérance, y compris l'intolérance exprimée par le nationalisme agressif et l'ethnocentrisme, la discrimination et l'hostilité envers les minorités, les migrants et les immigrants d'origine ».



CONSOLIDATION DE LA PAIX ET ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE: CONTEXTE DES RÉSEAUX SOCIAUX

Par **Besong Bawack Mallet**

Les différentes définitions ou perceptions que les gens ont de ce qui constitue un discours de haine et ce qui différencie le dit discours de la liberté d'expression ont toujours été un problème pour les différentes parties prenantes impliquées dans l'atténuation de la propagation du discours haineux dans les espaces numériques du Cameroun. Les activités menées par certaines organisations pour contrer les discours haineux ont été (mal) interprétées par divers acteurs politiques et ceux de la diaspora, des personnes appartenant à différents groupes ethniques et de milieux socioculturels qui considèrent les messages et les activités des différentes institutions comme portant atteinte à leurs droits humains, et en ébranlant

leurs différentes identités, leur intégrité ou leur personnalité. En raison de ces vues divergentes sur leurs discours de haine exprimées par différents acteurs, les efforts des organisations et des instituts dans l'espace numérique pour lutter contre les discours haineux sont souvent confrontés à une forte opposition, ce qui rend très difficile leur effort de construction d'une paix durable. Néanmoins, les organisations et institutions énumérées ci-dessus restent très actives dans la lutte pour éliminer les discours haineux en ligne au Cameroun, malgré toutes ces complexités et inconvénients.

Plusieurs organisations jouent un rôle majeur au Cameroun en mettant l'accent sur la lutte contre les discours haineux à travers les espaces médiatiques numériques. Ces organisations mènent campagnes de sensibilisation et d'éducation à l'utilisation des réseaux sociaux pour lutter contre les discours haineux existants en propageant des récits plus positifs, comme l'amour, la cohésion sociale, la tolérance et le respect mutuel dans de nombreux espaces numériques comme Facebook, Twitter, Instagram, WhatsApp, etc. Ces organisations et institutions comprennent ; la Coalition digitale du Cameroun, Local Youth Corner Cameroun (LOYOC), le Réseau pour la solidarité, l'autonomisation et la transformation pour tous (NEWSETA), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Réseau de développement communautaire (NECOD), STRAWACADEMY, ADEV, Big Steps Outreach Cameroun (BONET), Le Bureau de la paix de l'Eglise Presbytériennes du Cameroun, le Conseil Camerounais de la Communication, le Ministère de la Jeunesse et de l'Education civique (MINJEC), etc.

PLATEFORMES NUMÉRIQUES LES PLUS USITÉS AU CAMEROUN

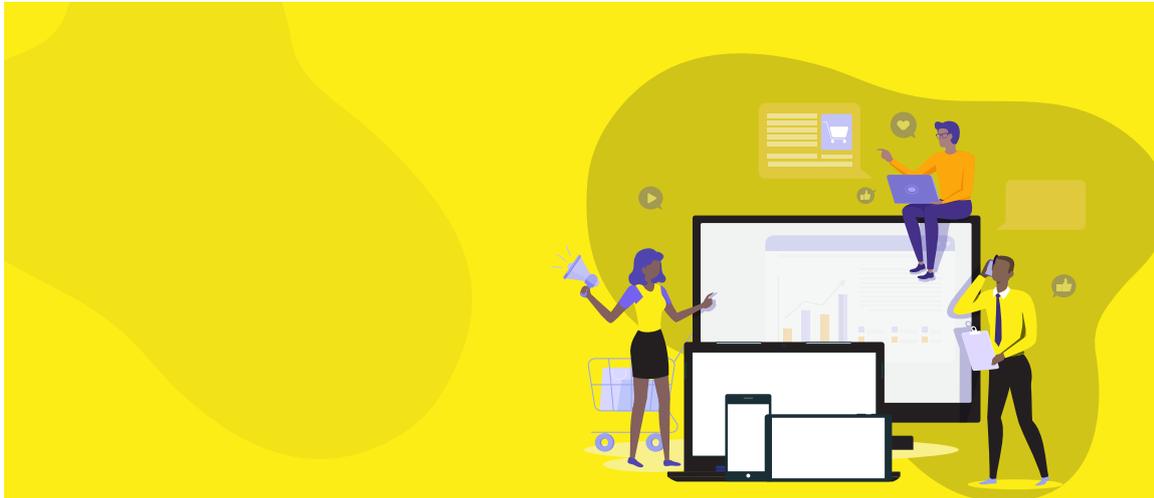
Depuis l'introduction d'Internet et l'utilisation subséquente des réseaux sociaux au Cameroun au début de 2000, le nombre d'utilisateurs augmente chaque année. En décembre 2000, le Cameroun comptait 20 000 utilisateurs d'Internet et en juin 2019, les utilisateurs d'Internet au Cameroun sont considérablement passés à 6 128 422, Facebook comptant à lui seul plus de la moitié du nombre total d'utilisateurs d'Internet en tant qu'abonnés (3 473 000) entre 2006 et 2019¹.

Au Cameroun, le réseau social le plus utilisé est Facebook, suivi de près par WhatsApp. Pinterest, Twitter, Instagram, YouTube et Snapchat prennent également de l'ampleur dans l'espace des médias numériques au Cameroun, bien qu'il reste encore un écart important par rapport au taux croissant de Facebook et WhatsApp au Cameroun. Les réseaux sociaux au Cameroun sont de plus en plus utilisés pour diverses raisons, notamment le travail, le divertissement, la communication, les affaires, l'éducation, etc. Selon Global Stats 2, entre novembre 2018 et novembre 2019, Facebook est le réseau social le plus utilisé au Cameroun avec 86,76% de souscriptions, tandis que Pinterest: (7,55%), Instagram (2,17%) Twitter (2,13%), YouTube (1,33%) et LinkedIn (0,01%) ont des taux d'expansion plus lents.

WhatsApp et Snapchat, bien que non représentés dans le schéma ci-dessus, sont également très présents et occupent un pourcentage important de l'espace numérique du Cameroun ces derniers temps. Ces plateformes ne peuvent donc pas être sous-estimées dans le paysage camerounais en matière de réseaux sociaux.



PLATEFORMES NUMERIQUES LES PLUS USITES AU CAMEROUN



<https://defyhatenow.org/common-digital-platforms-in-cameroon-and-their-usage-2/>

Du virtuel au réel : L'impact des activités dans les espaces numériques

Le discours de haine est visible au Cameroun depuis des décennies, avant même l'introduction d'Internet et des réseaux sociaux. Ce phénomène est courant chez les politiciens, les administrateurs et les fonctionnaires ainsi que chez les enfants et les jeunes.

En fait, les Camerounais de tous les horizons ont utilisé des mots qui peuvent aujourd'hui être qualifié de propos haineux et ils l'ont fait consciemment ou inconsciemment. Les discours haineux hors ligne ont existé dans les grandes villes comme Yaoundé, Douala, Maroua, Bafoussam, Buea, Bamenda, etc. qui sont de nature plus cosmopolites, mais la propagation de tels discours dangereux n'a fait que s'intensifie lorsque les populations se sont déplacées d'une région à l'autre et dans une plus large mesure avec l'introduction des réseaux sociaux.

La crise actuelle dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun reste compliquée en raison des fausses nouvelles, de la propagande, de la désinformation et d'autres formes de discours haineux diffusés en ligne. Contrairement à la guerre des Bamilékés (également connue sous le nom de guerre cachée) entre 1955 et 1964, fondée sur des griefs de marginalisation (tribalisme et clivage culturel) et de haine contre le peuple Bamiléké et les sentiments anti-colonisation, et qui ont eu lieu sans l'influence de la disponibilité d'internet et les réseaux sociaux au Cameroun.

Aujourd'hui, les espaces numériques sont devenus des supports qui transmettent des discours haineux qui existaient autrefois hors ligne, pour dépasser certaines limites et exacerber le sentiment de haine et de vengeance à la fois hors ligne et en ligne. Les mobiles de la crise actuelle dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun restent un grand défi, car la radicalisation en ligne a augmenté, conduisant sans doute à la violence hors-ligne actuelle qui est perpétrée par des sympathisants du conflit sous différents angles.

Des vidéos / images censées montrer des abus des deux côtés ont circulé sur les réseaux sociaux, attisant les tensions déjà très élevées sur le terrain dans les zones de conflit. La propagande et les fausses nouvelles prolifèrent. Par exemple, la diffusion en ligne de corps décapités des forces de l'ordre ne fait qu'accroître la frustration et le radicalisme au sein de la communauté affectée et augmente les risques de violence et de même, une image ou une vidéo montrant l'assassinat brutal d'un combattant séparatiste, radicalise également les combattants et les non-combattants, créant ainsi un cycle de violence qui passe du virtuel

au réel.

Un exemple qui montre comment les espaces numériques ont influencé les réactions et la violence hors ligne est le discours d'un haut responsable du gouvernement, qui, le 22 septembre 2017 à CRTV Buéa (chaîne radio publique), a fait une déclaration publique qui a déclenché une énorme protestation le 1er octobre 2017 et d'énormes contre-réactions en ligne.

Il a déclaré : « Très tôt le matin, des groupes de personnes ont été vus marchant dans les rues dans le but d'attaquer des bâtiments et des institutions publiques... nous ne tolérerons plus de telles manifestations. Si les chiens continuent d'aller dans la rue pour mordre, ils rencontreront les forces de sécurité ».

Il s'agissait d'un acte de haine envers un groupe de personnes qui sont descendues dans la rue pour protester contre des sentiments réels ou perçus de marginalisation des anglophones du Cameroun et d'un non-respect des valeurs anglo-saxonnes du English Cameroon. La déclaration publique du gouverneur a poussé les enfants, les jeunes et les personnes âgées dans les rues le 1er octobre 2017, pour avoir été appelés chiens et pour démontrer les attributs d'un chien en vengeance, comme décrit par cette autorité et pour commémorer l'indépendance auto-proclamée de « l'Ambazonie ».

Cette déclaration et cette protestation ont marqué un tournant dans la crise dans les régions anglophones du Cameroun devenu aujourd'hui un conflit armé. Le discours a radicalisé et instrumentalisé les jeunes qui ont été accueillis avec fureur comme le décrit le gouverneur. De telles déclarations, parmi tant d'autres, ont rendu presque impossible la résolution du conflit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

En outre, les deux parties utilisent une rhétorique incendiaire / désobligeante / offensante, par exemple : l'armée qualifie les séparatistes de « terroristes », tandis que les séparatistes, avec de nombreuses parties de la diaspora camerounaise, ont accusé les militaires de « génocide » et les appellent également « les soldats terroristes de La République ». Cette rhétorique incendiaire, qui est principalement diffusée en ligne, se traduit par une grande partie de la violence perpétrée hors-ligne.



Rôle des décideurs et responsables politiques dans la lutte contre / la promotion du discours haineux

L'existence des discours haineux dans les espaces numériques et hors-ligne n'est pas à l'insu des décideurs, en fait, beaucoup d'entre eux perpétueraient des discours haineux à différents niveaux. Certains décideurs et politiciens à leur tour ont été perçus comme profitant de la situation pour leurs propres intérêts politiques. Certains propagent même les différences ethniques qui sont à la base de la plupart des conflits au Cameroun dans le but de polariser le peuple sur la base des tribus et des affiliations politiques. Certains décideurs soumettent les actions en ligne / hors ligne à des interprétations erronées.

Un exemple clair de mauvaise interprétation était à la suite de l'élection présidentielle de 2018 au Cameroun lorsqu'un professeur et politicien populaire (Bamiléké) a déclaré que « s'il avait eu la possibilité de passer un concours pour être né Bulu au Cameroun, il l'aurait fait », ce qui a été largement interprété ou mal interprété de différentes manières. De nombreux politiciens et décideurs ont affirmé qu'il propageait des discours haineux ou de tribalisme, mais d'autres disent qu'il s'exprimait ouvertement contre le haut niveau du tribalisme au Cameroun, qui a joué en faveur de certains groupes tels que les Bulu au détriment d'autres groupes ethniques comme les Bamilékés et autres. En outre, le parti politique du politicien a été considéré comme très tribal en raison de son militantisme.

Il y a une tendance croissante des activités en ligne entreprises par le gouvernement et les décideurs. Par exemple, certaines décisions ont été prises à la suite de pétitions en ligne, d'actions de plaidoyer en ligne et de commentaires. Nous pouvons établir un lien entre ce que les gens disent et font en ligne (en termes de plaidoyer et d'engagement de la société civile) et la réaction des politiciens et des décideurs hors-ligne. Certaines initiatives en ligne et hors-ligne ont contribué à façonner le paysage politique du pays. Par exemple, lorsque des informations sont diffusées spécialement en ligne, le gouvernement camerounais réagit par l'intermédiaire de ses ministres de la communication et de l'administration territoriale en organisant des conférences de presse ou en faisant des déclarations publiques pour clarifier la situation supposée ou réelle des sujets exposés, Ceci démontre l'engagement et la considération vive

que le gouvernement porte aux réseaux sociaux. Ceci peut en partie expliquer pourquoi le récent projet de loi visant à criminaliser le tribalisme et les discours haineux a été proposé par l'Assemblée Nationale et promulgué en loi le 24 décembre 2019 par le Président de la République du Cameroun (lu en ANGLAIS et FRANÇAIS) à l'Assemblée pour répondre à ces défis urgents de la politique gouvernementale d'intégration nationale et de vivre-ensemble au Cameroun. La loi met également l'accent sur les peines sévères lorsque l'auteur d'un discours de haine est un fonctionnaire ou un responsable d'un parti politique, des médias d'une organisation non gouvernementale ou d'une institution religieuse et en particulier lorsqu'il est commis via les réseaux sociaux, la presse ou la télévision, la radio ou tout autre moyen qui facilite une consommation publique.



Sécurité en ligne et identification / atténuation de la désinformation

Protéger la population contre les dangers potentiels de l'engagement en ligne et sensibiliser à l'utilisation efficace des espaces numériques reste un enjeu important pour la société civile et la plupart des gouvernements, y compris le gouvernement du Cameroun. La sensibilisation des médias et les caravanes ont été les méthodes les plus rapides et les plus étendues pour éduquer la population sur la sécurité de ce qu'elle lit, commente, partage et publie en ligne. Comme une grande partie du contenu dont nous parlons est partagée sur les réseaux sociaux et le numérique, la meilleure action en matière de sensibilisation passe également par les réseaux digitaux. Cette action a été prise par le gouvernement du Cameroun avec des organisations de la société civile nationales et internationales.

Une caravane est également un bon moyen de sensibiliser si l'intention est de toucher les jeunes et les anciennes générations. Cette stratégie a été utilisée par le ministère de la jeunesse et de l'éducation civique en juillet 2019 à Nkolndongo, Yaoundé.



Accès des enfants et sécurité des citoyens en ligne

La présence d'enfants en ligne au Cameroun est motivée par plusieurs raisons, notamment : la recherche, les réseaux sociaux et les jeux en ligne. Bien que la plupart des plates-formes numériques reconnaissent le droit international sur la protection des droits de l'enfant et ont limité la création de compte à 18 ans et plus, ou moins de 18 ans avec le contrôle parental, la plupart des enfants ne respectent pas les conditions d'utilisations de ces plateformes, mais falsifient plutôt leur identité afin de s'inscrire en particulier sur les réseaux sociaux. Ce qui rend en outre, difficile de contrôler la présence et la sécurité des enfants en ligne.

Le moyen le plus efficace d'assurer la sécurité des enfants en ligne consiste à investir dans l'éducation sur l'utilisation critique et professionnelle des espaces numériques. Ils doivent également être sensibilisés aux dangers d'une (mauvaise) utilisation d'Internet autrement que, pour les raisons pour lesquelles les plateformes ont été créées. Si nous continuons à imposer des restrictions aux enfants sur les réseaux sociaux et sur la toile, nous risquons d'envoyer les enfants entreprendre leurs propres voyages d'aventure en ligne pour découvrir ce que les parents interdisent.

Faire participer les écoles et les élèves à des campagnes de sensibilisation hors-ligne, en personne et sur les réseaux est également une méthode efficace pour informer les internautes de l'importance de vérifier les faits avant de tirer une conclusion sur ce qu'ils lisent, commentent, publient ou partagent en ligne. C'est aussi une façon de déterminer si les informations reçues sont vraies ou fausses, qu'il s'agisse de rumeurs ou de propagande.

Le partage de contenus éducatifs hors-ligne via des panneaux d'affichages, des affiches, des dépliants, des autocollants et d'autres moyens hors ligne peut également aider à tenir le monde plus informé des dangers de consommer tout ce qui se trouve sans critique de ce qu'ils lisent en ligne et comment être plus sélectif avec les informations qu'ils reçoivent de ces espaces numériques.



LOIS, LIGNES DIRECTRICES ET DÉFINITIONS DU DISCOURS HAINEUX

Les lois sur les discours de haine sont un phénomène relativement récent qui est apparu en Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'idée derrière de telles lois était de limiter les types de propagande antisémite et raciste qui ont donné naissance à l'Holocauste. L'Allemagne, la Pologne, la Hongrie et l'Autriche ont adopté des lois sur la haine il y a des décennies. De nombreux autres pays ont depuis emboîté le pas. Par exemple, en vertu de la loi kenyane, une personne commet une infraction si elle attise la «haine ethnique». La France va plus loin. Ses lois interdisent toute communication destinée à inciter à la discrimination, à la haine ou à des préjugés concernant l'appartenance ethnique, la nation, la race, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle ou le handicap.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), un traité des Nations Unies, appelle les gouvernements à empêcher les discours haineux. L'article 20 (2) du PIDCP stipule: « tout plaidoyer en faveur de la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi ».

La Commission des plaintes en matière de radiodiffusion d'Afrique du Sud considère le « discours de haine » comme « un matériel qui, jugé dans le contexte des sanctions, promeut ou glorifie la violence fondée sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, le sexe, l'orientation sexuelle, un gé ou un mental ou handicap physique » ou « propagande pour la guerre; incitation à la violence imminente; ou le plaidoyer pour une haine fondée sur la race, l'ethnie, le sexe ou la religion et qui constitue une incitation à causer du tort... »

Source: **DW Hate Speech explained** <https://p.dw.com/p/119ku>



DISCOURS HAINEUX ET VIOLENCE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Qu'est-ce que le discours haineux en ligne exactement ?



Les discours haineux apparaissent souvent en ligne, en particulier sur les réseaux sociaux. Chaque plateforme a sa propre définition du discours de haine et ses approches pour y faire face évoluent.



DIRECTIVES SUR LES DISCOURS ET LES COMPORTEMENTS HAINEUX...



Facebook

<https://www.facebook.com/communitystandards#hate-speech>

« Nous supprimons les discours incitant à la haine, définit comme une attaque directe sur des personnes fondée sur ce que nous appelons des caractéristiques protégées : l'origine

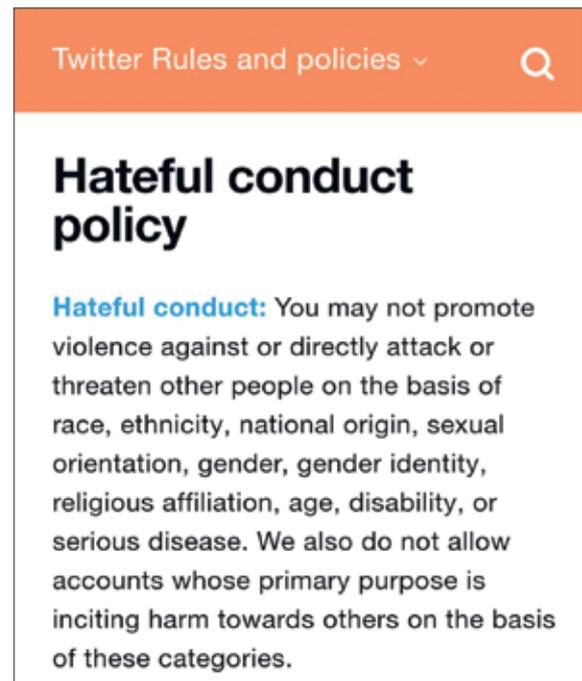
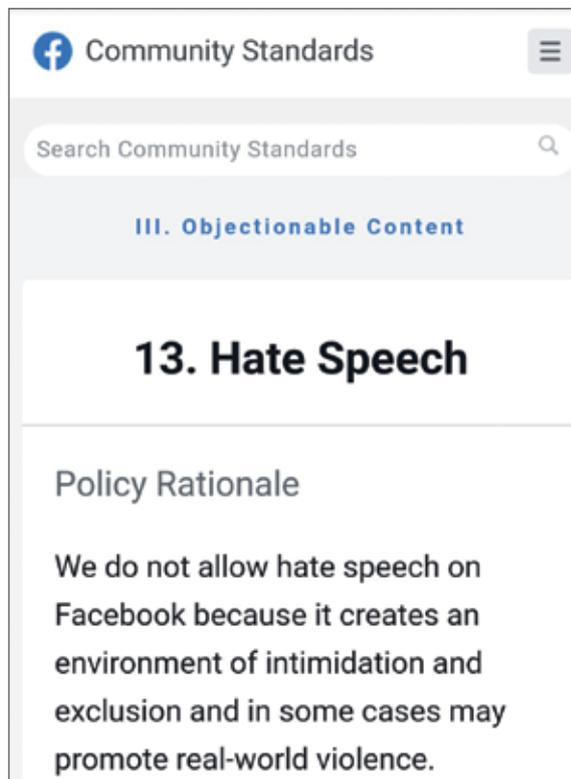
ethnique, l'origine nationale, la religion, l'orientation sexuelle, la caste, le sexe, le genre, l'identité sexuelle, et les maladies graves ou les handicaps. Nous autorisons les commentaires humoristiques ou sociaux portant sur ces sujets. Les utilisateurs partagent parfois du contenu contenant les propos haineux d'une autre personne à des fins de sensibilisation ou d'éducation à ce sujet. Nous attendons des gens qu'ils indiquent clairement leur intention afin de nous aider à mieux comprendre pourquoi ils le partagent. Nous examinons attentivement les rapports de propos menaçants afin d'identifier les menaces sérieuses d'atteinte à la sécurité publique et personnelle. Nous supprimons les menaces crédibles de violences physiques aux individus ».

Twitter

<https://support.twitter.com/articles/18311>



Conduite haineuse : vous ne devez pas directement attaquer ni menacer d'autres personnes, ni inciter à la violence envers elles en vous fondant sur la race, l'origine ethnique, la nationalité, la caste, l'orientation sexuelle, le sexe, l'identité sexuelle, l'appartenance religieuse, l'âge, le handicap ou toute maladie grave. Il est interdit de menacer de recourir à la violence contre une personne ou un groupe de personnes. Nous interdisons également toute apologie de la violence.



YouTube

<https://support.google.com/youtube/answer/2801939>



Nous n'autorisons pas les discours incitant à la haine sur Facebook, parce que ces discours créent une atmosphère d'intimidation et d'exclusion, et peuvent aboutir à des violences dans le monde réel.



Whatsapp

<https://www.whatsapp.com/legal?eea=0#terms-of-service>

Les conditions d'utilisation de Whatsapp interdisent la publication de faussetés, les comportements illégaux, menaçants, intimidants, haineux et racistes ou ethniquement offensants.

Vous devez consulter et utiliser nos Services uniquement à des fins légales, autorisées et acceptables. Vous n'utiliserez pas (ou n'aidez pas d'autres personnes à utiliser) nos Services d'une manière qui : (a) viole, détourne ou enfreint les droits de WhatsApp, des personnes qui utilisent nos Services ou des autres, y compris les droits à la vie privée, à l'image, de propriété intellectuelle ou autres droits exclusifs ; (b) est de nature illégale, obscène, diffamatoire, menaçante, intimidante, haineuse, racialement ou ethniquement offensante, est assimilée à du harcèlement ou incite ou encourage un comportement illégal ou déplacé pour d'autres raisons, y compris la promotion de crimes violents ; (c) implique la publication de mensonges, fausses déclarations ou assertions trompeuses ; (d) usurpe l'identité de quelqu'un.



STANDARDS DE LA COMMUNAUTE ET POLITIQUES DE DISCOURS DE HAINE

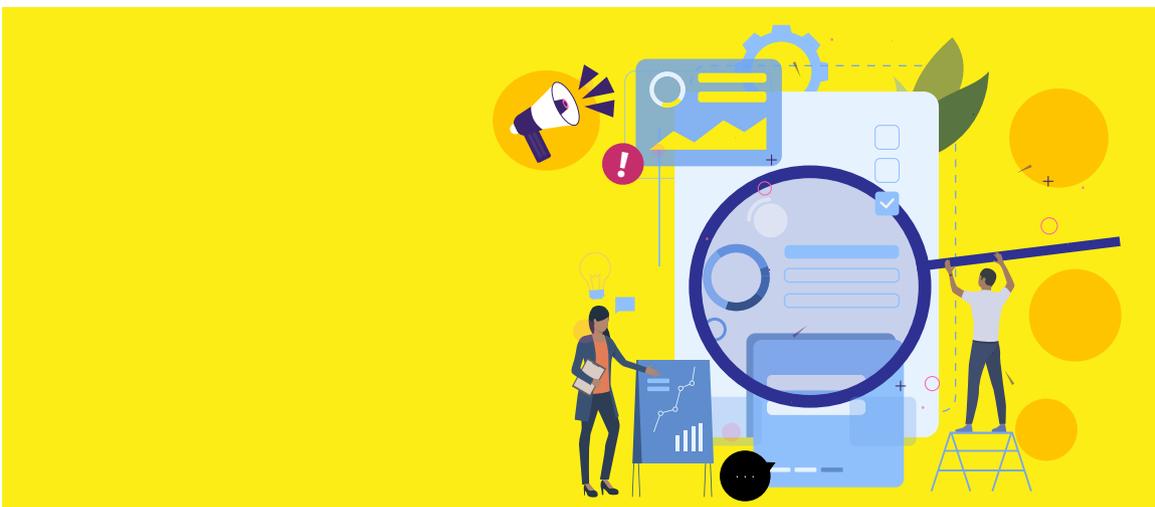


<https://defyhatenow.org/did-you-know-that-facebook-and-twitter-have-policies-against-hate-speech/>



COMMENT SIGNALER UN DISCOURS DE HAINE

Les plateformes de réseaux sociaux ont été critiquées pour leur traitement des plaintes. Elles ne sont pas toujours sensibles aux préoccupations des utilisateurs et peuvent être lentes à traiter les signalements d'abus et de mauvais traitements en ligne, mais elles continuent d'évaluer de nouvelles façons de surveiller et de contrer les discours de haineux. Consultez les outils et guides de signalement les plus récents de chaque plateforme.



<https://defyhatenow.org/how-to-report-hate-speech-2/>

SÉRIE DE VIDÉOS par Peacetechnlab [clé USB]

Signaler un discours de haine sur Facebook

https://youtu.be/_kRNx1WHAm0

Signaler un discours de haine sur WhatsApp

<https://youtu.be/1PIHuMI0ndQ>

Signaler un discours de haine sur Twitter

<https://youtu.be/tLwgoTgbf8E>

Signaler un contenu inapproprié sur YouTube

<https://support.google.com/youtube/answer/2802027>



Si vous constatez qu'un contenu enfreint les règles de notre politique concernant l'incitation à la haine, signalez-le à YouTube pour examen. Vous trouverez des instructions sur comment signaler un enfreint du règlement de l'incitation à la haine sur le lien ci-dessus, ou regardez la vidéo ci-dessous :

<https://youtu.be/45suVEYFCyc>

Comment bloquer et débloquer des contacts sur Whatsapp

<https://faq.whatsapp.com/en/iphone/20950271/?category=5245250>



METTRE FIN A UNE TENDANCE DANGEREUSE

UN LEXIQUE DES TERMES DU DISCOURS HAINEUX

<https://www.peacetechnlab.org/cameroon-lexicon>

Dans ce contexte, le PeacetechnLab a entrepris des recherches approfondies pour comprendre le rôle que jouent les discours haineux en ligne dans la crise actuelle. S'appuyant sur une série de discussions de groupe et d'entretiens approfondis avec des experts camerounais locaux que l'on retrouve dans : Les réseaux sociaux et conflit au Cameroun, publié en octobre 2018, et qui identifie et explique les termes incendiaires et offensants qui contribuent à la crise anglophone tout en offrant des mots et des expressions alternatifs qui peuvent être utilisés pour prévenir et arrêter la propagation des discours haineux.

L'AGGRAVATION DE LA CRISE AU CAMEROUN

Une histoire coloniale riche et compliquée, une mauvaise gouvernance, une détérioration de l'état de droit, la corruption et la suppression de la liberté d'expression et des droits de l'homme a créé un scénario de conflit qui s'aggrave régulièrement au Cameroun, connu sous le nom de crise anglophone. La crise a coûté la vie à des centaines de personnes et déplacé quelque 200 000 personnes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays depuis son début en 2016. Les élections présidentielles d'octobre 2018 ont accéléré la crise et des atrocités continuent d'être commises par les deux parties.

METTRE FIN À UNE TENDANCE DANGEREUSE

Dans le contexte de la crise anglophone et la montée des tensions impliquant des acteurs séparatistes dans les régions de l'Ouest, ce terme est également souvent utilisé pour désigner toute personne associée au Nord-Ouest et au Sud-Ouest du Cameroun, et dans certains cas, il est destiné à désigner tous les anglophones comme « Les Anglo sont des terroristes ».

À leur tour, les groupes et les séparatistes qualifient les soldats camerounais de « soldats terroristes ».

Exemples choisis : veuillez noter que les exemples de messages ainsi que ceux du monde virtuel

contiennent non seulement des termes offensants et incendiaires, mais aussi des termes obscènes.



ENJEUX ET RISQUES DE LA RECHERCHE SUR LE LEXIQUE DES TERMES DE DISCOURS HAINEUX

3) Compréhension limitée du concept du discours de haine

De nombreux termes identifiés dans cette étude comme offensants et incendiaires trouvent leur origine dans d'anciens stéréotypes et préjugés. Alors que ces termes et leur impact se trouvent maintenant exacerbés et renforcés dans le contexte de la crise anglophone, une conversation systématique autour du discours haineux n'a commencé que récemment au Cameroun. Peu d'individus et d'organisations sont conscientes et comprennent ce qui constitue un discours de haine, et encore moins sont capables de comprendre son rôle polarisant et exacerbant dans le contexte de la crise anglophone actuelle. ce qui a eu une incidence sur la qualité des réponses à l'enquête ainsi que sur les discussions lors des ateliers de validation.

4) Sensibilités et paramètres concernant les propos haineux

Outre les préoccupations relatives à la confidentialité et à la sécurité, un certain nombre de défis ont été rencontrés lors des discussions de groupe sur la nature du discours de haine, les enjeux profondément enracinés qu'il peut évoquer (par exemple, liés à l'identité nationale, aux conflits, aux préjugés, etc.) et les sentiments qu'il peut déclencher (surtout chez ceux qu'ils ciblent). Au cours des discussions de groupe, les participants n'ont pas toujours fait preuve de prudence ou de considération à l'égard de ce que les autres participants pourraient ressentir lorsqu'ils sont ciblés par un terme offensant ou incendiaire. Il était donc difficile de créer une discussion ouverte sur la définition et le contexte de mots et de phrases spécifiques aux propos haineux. Les facilitateurs et les participants ont été soigneusement sélectionnés et préparés avec diligence avant les discussions. ce qui a grandement aidé à gérer la difficile dynamique de groupe rencontrée lors des discussions animées et des moments émotionnellement difficiles alors que les participants se souvenaient de situations où ils faisaient l'objet d'un discours offensant.

Télécharger le PDF Réseaux sociaux et conflits au Cameroon

<https://www.peacetechlab.org/s/Cameroon-Lexicon-PeaceTech-Lab>

<https://www.peacetechlab.org/cameroon-lexicon>



EXERCISE : DÉFINITIONS ET SIGNIFICATION

Tenez compte de la définition des mots et le potentiel de préjudice dans leur signification.

Lorsque vous interagissez avec des personnes, à la fois hors-ligne et en ligne, il est important de sélectionner soigneusement vos mots. Avant d'écrire, de publier, de partager des déclarations, des commentaires ou des blagues en ligne, il est conseillé de réfléchir aux termes que vous utilisez, car ils pourraient offenser des groupes de personnes.

Demandez-vous : « Comment me sentirais-je si je faisais partie du groupe qui est offensé ? ».

Évaluez toujours l'impact que vos mots pourraient avoir, prenez le temps de lire votre propre texte ou vos déclarations et, le cas échéant, faites une pause et revenez plus tard lorsque vous serez plus calme.

Questions à prendre en compte :

- Compréhension des termes et des intentions du discours de haine
- Ce que cela signifie et où l'on pourrait le répandre inconsciemment.

- La nécessité de réfléchir aux mots que nous utilisons en ligne et hors-ligne.
- L'importance de prendre des précautions et la nécessité de se poser des questions basées sur l'empathie et la tolérance en ligne et hors-ligne.



DISCOURS HAINEUX ET CONFLITS VIOLENTS AU CAMEROUN

RAPPORT LOYOC: Discours haineux et conflits violents au Cameroun

www.loyocameroun.org

L'augmentation des conflits violents au Cameroun a été confirmée par de la littérature disponible en raison de la mauvaise gouvernance, de la pauvreté, de la discrimination, de la marginalisation et la liste continue. Néanmoins, le rôle de l'incitation à la haine, qui est apparemment devenu une communauté à problèmes nationaux, n'a pas été examiné de manière satisfaisante comme un des principaux moteurs des conflits violents au Cameroun. Ce phénomène s'est développé à partir de l'époque du colonialisme à l'indépendance et à la naissance de la démocratie jusqu'à nos jours. Cet article (travail de recherche) examine le lien les discours haineux et les conflits violents au Cameroun.

Les données secondaires utilisées dans ce rapport ont été complétées par des entretiens et enquêtes hors-ligne et en ligne, des discussions de groupe ciblées avec des jeunes, des autorités traditionnelles et religieuses, des influenceurs des réseaux sociaux, des acteurs de la société civile et des responsables gouvernementaux identifiés dans cinq des quatre régions géopolitiques du Cameroun; Régions du Sud-Ouest, de l'Extrême-Nord, du Littoral, du Centre et du Nord-Ouest; et les communautés de la diaspora. Nous soutenons que l'incitation à la haine, qui apparaît sous la forme de propagande, de fausses nouvelles et de désinformation, détruit la cohésion sociale au Cameroun et devient très répandue parmi les politiciens lors des élections ainsi que les civils contre le gouvernement ou les citoyens qui attisent les conflits violents au Cameroun.

Le rapport présente la contradiction entre l'incitation à la haine et la liberté d'expression. Il montre en outre le processus impliqué dans l'incitation à la haine conduisant à la violence et présente des exemples de lexiques de haine couramment utilisés et les principaux auteurs de discours de haine dans le pays.

Nos recherches mettent l'accent sur l'influence dominante de l'incitation à la haine qui alimente la crise actuelle dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Nous mettons en évidence huit pratiques positives adoptées par des jeunes au Cameroun pour résoudre le problème de l'incitation à la haine. Nous suggérons que, parmi de nombreuses solutions recommandées, les condamnations publiques du discours haineux par le gouvernement et les citoyens ne suffisent pas. Nous appelons fermement à une législation pour limiter et pénaliser les utilisateurs de propos haineux.

Mots-clés : **discours haineux incitation à la violence, discours de haine; Conflits violents ; La propagande**

CO-AUTEURS RAPPORT LOYOC : Kweitsu Richard, Besong Bawack Mallet

RÉDACTEUR(S) : Achaleke Christian Ieke

VALEURS ET PRATIQUES DÉMOCRATIQUES AU CAMEROUN

Alors que nous nous efforçons de consolider les valeurs démocratiques, les libertés et les droits ont émergé en tant que pratiques positives pour une forme idéale de gouvernance, de nombreux pays profitent de la beauté de ceux-ci, mais tentent de réduire certains des résultats négatifs de la mauvaise utilisation de ces pratiques démocratiques. Les conflits violents allant de la violence politique aux guerres civiles et aux conflits armés sont caractéristiques de nombreux pays à travers le monde ne disposant pas des structures et des capacités nécessaires pour gérer la mise en œuvre de leur démocratie. Ces valeurs démocratiques permettent aux citoyens d'interroger les gouvernements sur le contrat social, à parler et à protester et

participer pleinement au processus électoral. Par exemple, la naissance du multipartisme au Cameroun a affecté la vie socio-politique du pays avec une tendance de « tensions, conflits, blocages et parfois violence de la part de certains acteurs et partis politiques » (Ngole. 1996 : 6).

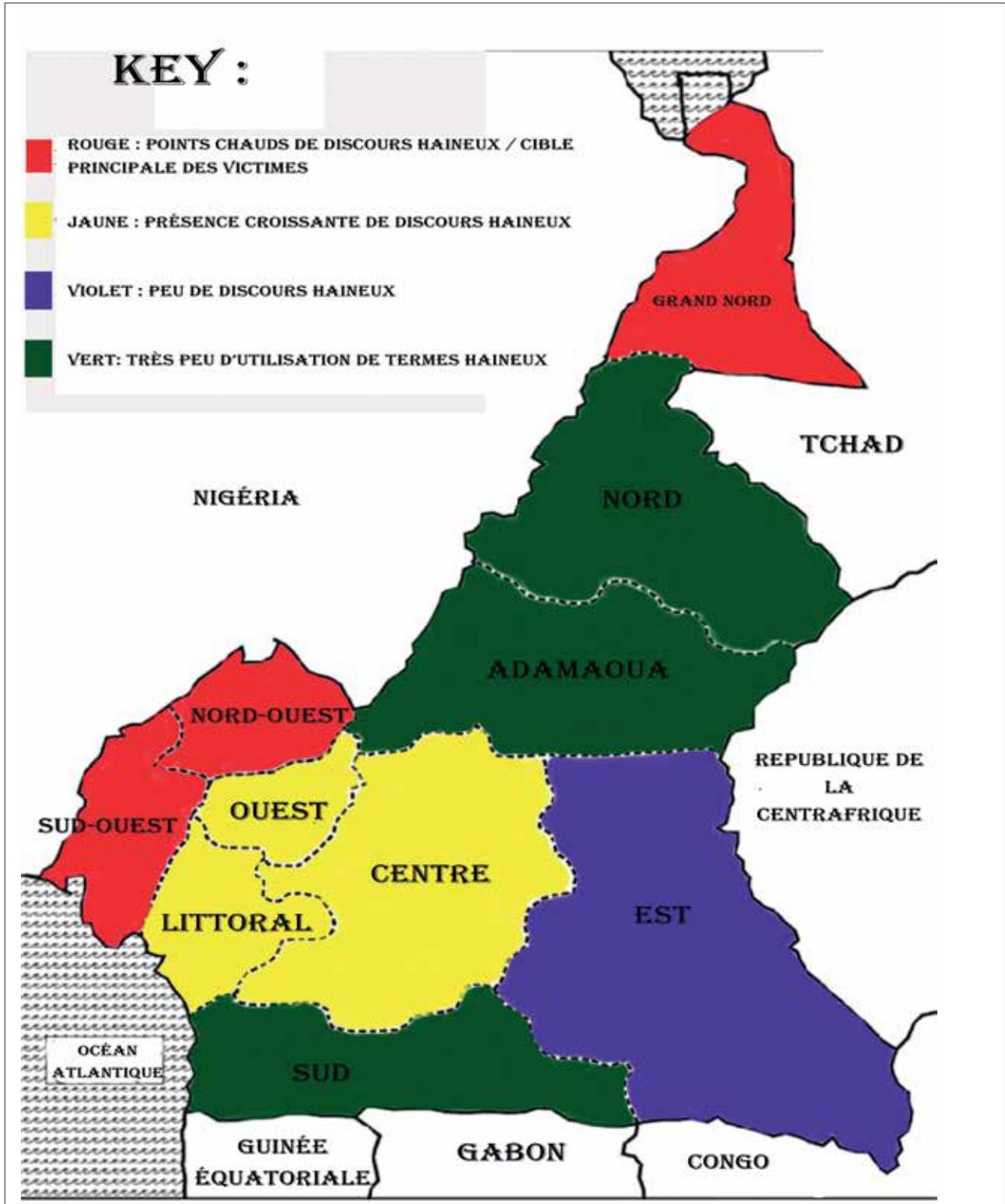
DIVERSITÉ SOCIO-CULTURELLE ET LINGUISTIQUE

Depuis l'indépendance du Cameroun, la diversité socioculturelle avec plus de 200 groupes ethniques, plusieurs religions et deux langues internationales a présenté une excellente occasion de force. Malheureusement, au fil du temps, cette dividende n'a pas été correctement exploitée (Nyamnjoh & Rowlands ; 1998). Culturellement, le Cameroun est divisé en quatre aires principales (Soudano-sahélien, Grassfield, Sawa et Fang Beti) et linguistiquement, entre les anglophones (anglais) et les francophones (français). La population principalement décrite comme francophone constitue environ 80% de la population totale avec une minorité anglophone constituant les 20% restants. Au total, le Cameroun compte dix régions géographiques (Extrême-Nord, Nord, Adamaoua, Centre, Sud, Est, Littoral, Ouest, Sud-Ouest et Nord-Ouest) dont huit (8) situées dans la région francophone et les deux (2) autres dans la région anglophone.

Afin de mieux comprendre le concept de discours haineux, cette recherche a échantillonné les réponses reçues de cinq (5) régions du Cameroun; comprenant le Centre, le Littoral, Nord-Ouest, Sud-Ouest et Extrême Nord. Cette diversité a plutôt exposé le pays aux défis qui sont passés de l'interrogatoire public à la protestation et plus récemment à des conflits violents. Des conflits violents qui peuvent être considérés comme un résultat négatif majeur de la diversité et l'utilisation abusive des valeurs démocratiques au Cameroun qui ont affecté l'unité du pays. Selon Human Rights Watch, les violents conflits au Cameroun ont récemment déplacé plus de 714 100 personnes, des propriétés détruites et plus de 1 000 vies perdues dans l'Extrême- Nord, le Nord-Ouest et régions du Sud-Ouest de Cameroun.



CARTE DES PROPOS HAINEUX AU CAMEROUN PAR RÉGION



Source: Discours haineux et conflits violents au Cameroun
Chercheurs du rapport LOYOC



MONTÉE DU DISCOURS HAINEUX SUR LES RESEAUX SOCIAUX

L'une des ramifications dévastatrices de la diversité du Cameroun, qui alimente ce conflit violent, est la montée du discours haineux (Eyango, 2018: 63). L'utilisation du discours haineux sous forme de propagande, fausses informations, insultes de la part des politiciens, membres du gouvernement et les civils n'est pas un phénomène nouveau au Cameroun.

Depuis l'Extrême Nord du Cameroun, le groupe terroriste utilise des propos haineux, notamment : «L'éducation occidentale est interdite » pour susciter la violence contre les chrétiens et le mode de vie laïque. De même, certains défenseurs pensent que l'utilisation d'un langage haineux sur les anglophones par les francophones a contribué à leur radicalisation et par la suite contribué à la violence actuelle dans le Nord-Ouest et Sud-Ouest. Le laboratoire PeaceTech dans le Lexique de termes du discours au Cameroun décrit l'effet du discours de haine pour déshumaniser les opposants, exacerber les sentiments de frustration et de haine et appeler à des actions violentes

L'émergence des réseaux sociaux a accru l'utilisation et la diffusion du discours de haine à travers le Cameroun. Militants de la crise anglophone, les forces de sécurité, le gouvernement, les groupes armés et les civils utilisent ces plateformes pour diffuser des messages haineux.

Une personne interrogée a dit ceci :



L'incapacité de restreindre ou de vérifier les réseaux sociaux a poussé les utilisateurs de plateformes de réseaux sociaux comme Facebook, Twitter, Whatsapp à diffuser des propos haineux, de fausses informations et des renseignements erronés en se défendant d'exercer leur droit humain à la liberté d'expression.



Compte tenu de l'instabilité politique actuelle au Cameroun, il est impératif de comprendre le concept du discours haineux afin d'élaborer un cadre stratégique solide pour le combattre. Cette recherche visera à comprendre le concept du discours haineux dans le contexte politique, social et économique du Cameroun du point de vue des jeunes, à fournir quelques termes et expressions haineux couramment utilisés.

Termes et expressions clés du discours haineux au Cameroun

Les discours haineux sont devenus de plus en plus un problème majeur au Cameroun. Afin de pouvoir capturer et confirmer l'existence et l'utilisation des langues incendiaires au Cameroun, une enquête a été réalisée au moyen de questionnaires en plus d'une discussion de groupe. Parmi plus de 130 personnes diversement sélectionnées en fonction de leur compréhension du sujet et du lieu, on retrouvait des personnes de 5 des 10 régions du Cameroun et quelques-unes de la diaspora. Les répondants comprenaient des adultes, des femmes et des jeunes de différents horizons, du monde universitaire, du gouvernement, des influenceurs web et des célébrités, ainsi que certains étudiants.

L'enquête a permis de déterminer si les personnes interrogées du groupe sélectionné et d'une zone géographique affirment ou non l'utilisation et la prévalence de messages jugés offensants, désobligeants ou incendiaires pour d'autres personnes ou groupes.

Au Cameroun, plusieurs termes peuvent généralement être considérés comme des propos haineux selon un contexte donné. Il y a des décennies, l'attention portée aux répercussions du discours haineux a été négligée tant sur le plan politique que sur le plan d'action. Cela a donné une légitimité aux utilisateurs de ces termes, faisant ainsi des victimes réceptrices qui avaient l'impression que personne ne se souciait de ce qu'elles ressentaient.

Nos résultats au cours de cette recherche ont identifié les termes les plus récurrents à la fois en ligne et hors-ligne. Ces termes collaborent avec une compilation antérieure de PeaceTechLab dans le Lexique des discours de haine au Cameroun (référence ci-dessus). Dans cette recherche, nous reproduisons certains de ces termes clés et leurs significations et illustrons avec des exemples sur comment ils ont contribué à l'aggravation de la crise dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. Il est à noter que ces mots ne sont ni exclusifs ni exhaustifs.

Quelques exemples de ces termes ci-dessous.

Exemple: Cam no go/ Graffi

CAM NO GO est une expression dans la langue « pidgin » qui représente quelque chose ou quelqu'un qui est un visiteur ou s'installe quelque part mais il/elle ne repart jamais. Le terme est apparu en 1996 lorsque le gouverneur de la région du Sud-Ouest du Cameroun, dans un discours public, faisait référence à des habitants de sa région qui venaient du Nord-Ouest. Un de nos répondants a déclaré que le mot a été soulevé par des griefs portés par les ressortissants du Sud-Ouest parce que la plupart des ressortissants de la région du Nord-Ouest qui se sont installés dans le Sud-Ouest étaient devenus très prospères, possédant des terres, des propriétés et travaillant dans les plantations. Le déclenchement de la crise anglophone a vu la réapparition de ce terme alors que les critiques anglophones de la crise anglophone affirmaient que les ressortissants du Nord-Ouest résidants dans leur Sud-Ouest sont ceux qui suscitent la violence. Ce mot est largement utilisé parmi les anglophones et, plus récemment, par un large éventail de personnes des deux côtés du pays pour inciter aux luttes internes en créant la division.

De plus, le terme GRAFFI est généralement utilisé sur les réseaux sociaux aux côtés de « Came no go ». Il est dérivé du mot « grassfield », une des parties géopolitiques du Cameroun, et a été utilisé pour décrire les populations des régions du Nord-Ouest et de l'Ouest du Cameroun. Ce terme est utilisé par les Camerounais francophones et anglophones pour désigner les gens de cette région essentiellement en raison de leur mode de vie et de leur attitude socioculturelle. « Je l'utilise pour démontrer que la personne n'est pas civilisée, est sale, cupide, non cultivée et avare », a déclaré Atangana. Les ressortissants du Nord-Ouest, lorsqu'ils sont appelés de cette façon, trouvent cela offensant car il est surtout utilisé pour les appeler des étrangers.

Ce mot est également incendiaire dans la façon dont il est utilisé et dans la signification qui en découle. Il peut également être utilisé pour démontrer que la cible n'est pas civilisée, avide, non cultivée et avare.

LES BAMENDA

Le terme a été généralement utilisé pour désigner chaque Camerounais anglophone de manière péjorative. Il lie ses victimes à « Bamenda », ville (capitale régionale) de la région du Nord-Ouest du Cameroun. Le mot est utilisé pour regrouper tous les anglophones et les présenter comme un groupe homogène différent des francophones. Il est généralement utilisé lorsque les francophones veulent se référer à un anglophone avec des caractères désobligeants tels que ; stupide, de rang social faible, rétrograde. Ce terme a été identifié comme le terme le plus récurrent utilisé hors ligne qui est péjoratif pour désigner les anglophones du Cameroun. Un des francophones interrogés, a indiqué qu'il utilise « le Bamenda » pour désigner son aide domestique et sa nounou à la maison. « Les Bamenda » est également utilisé pour décrire un anglophone qui, face à une situation d'injustice ou de marginalisation, confronte la personne impliquée à juste titre, revendiquant ses droits. Dans de telles circonstances, la réponse généralement donnée est « n'amène pas votre Bamenda ici » ou « nous ne sommes pas à Bamenda ici ».

Prévalence et utilisation du discours haineux au Cameroun

En comprenant la prévalence du discours haineux du point de vue des personnes interrogées dans les régions du Cameroun, notre échantillon de population a confirmé que le discours de haine est d'un véritable intérêt. Tous les participants étaient plutôt d'accord sur ce point, bien que nous ayons remarqué que le degré varie selon la région. Le Sud-Ouest souffre d'une plus grande menace des discours haineux. Entre-temps, bien que ceux du Centre pensent que le discours haineux est prédominant, leurs idées, de la prévalence du phénomène est relativement plus faible par rapport aux autres régions du pays. De nombreux répondants du Nord-Ouest et du Grand Nord pensent que les discours haineux sont répandus au Cameroun.

Les personnes interrogées de toutes les cinq régions ont admis utiliser des mots ou un langage qui

peuvent être considérés comme incendiaires, désobligeants ou offensants envers d'autres groupes. Ce qui est plus courant dans les régions du Nord-Ouest et du Centre où 21 personnes parmi elles, ont admis utiliser un langage haineux.

Dans les régions de l'Extrême-Nord et du Littoral, 20 ont admis avoir utilisé de près le discours de haine, suivis par la région du Sud-Ouest où 18 ont également admis avoir utilisé le discours de haine. Un très petit nombre dans les deux régions échantillonnées n'ont pas admis avoir utilisé des mots haineux ou n'ont pas su s'ils utilisaient de tels mots sur des individus ou des groupes autres que les leurs. En analysant ce résultat dans les cinq régions sélectionnées du pays, on peut en déduire que le discours de haine est très répandu au Cameroun. D'après les données présentées ci-dessus, plus de 54,8% des personnes interrogées dans les différentes régions ont admis avoir utilisé des propos haineux.

Comment les discours haineux mènent-ils à des conflits violents au Cameroun ?

Tout en couvrant un large éventail de propos haineux et en parlant aux personnes interrogées sur le processus en cause, nous avons découvert trois termes clés : désobligeant, incendiaire et offensant dans le processus de discours haineux conduisant à un conflit violent.

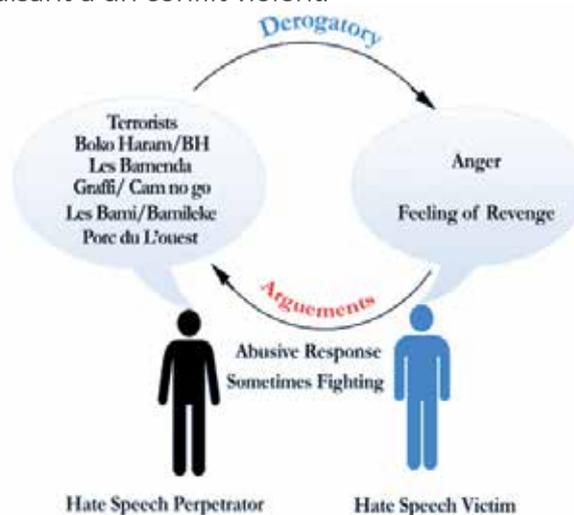


Figure 1: Résultat de propos haineux désobligeants

Pour bien comprendre, nous avons échantillonné des exemples d'expressions utilisées en ligne et hors-ligne au Cameroun et présenté les réactions des personnes interrogées à ces termes. Les croquis ci-dessous illustrent à quel point les propos haineux identifiés peuvent être dommageables pour un ou plusieurs individus.

Au Cameroun, des actes de violence ont été commis en ligne et hors-ligne et ils ont provoqué beaucoup de violence physique en l'espace de 5 ans. Beaucoup de discours haineux et de propagande ont été diffusés en ligne sur de nombreuses pages Facebook et comptes Twitter ainsi que sur des chaînes de télévisions en ligne et hors-ligne parmi de nombreuses autres plateformes en ligne et hors-ligne.

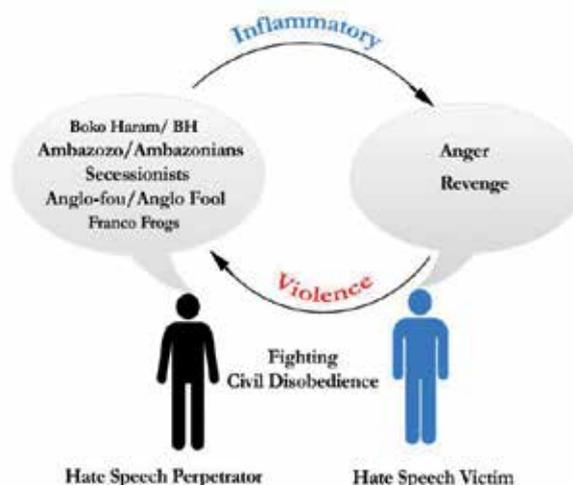


Figure 2: Résultat de discours haineux incendiaire

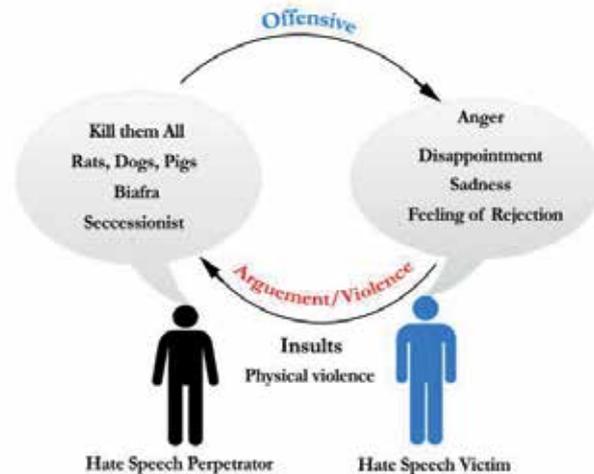
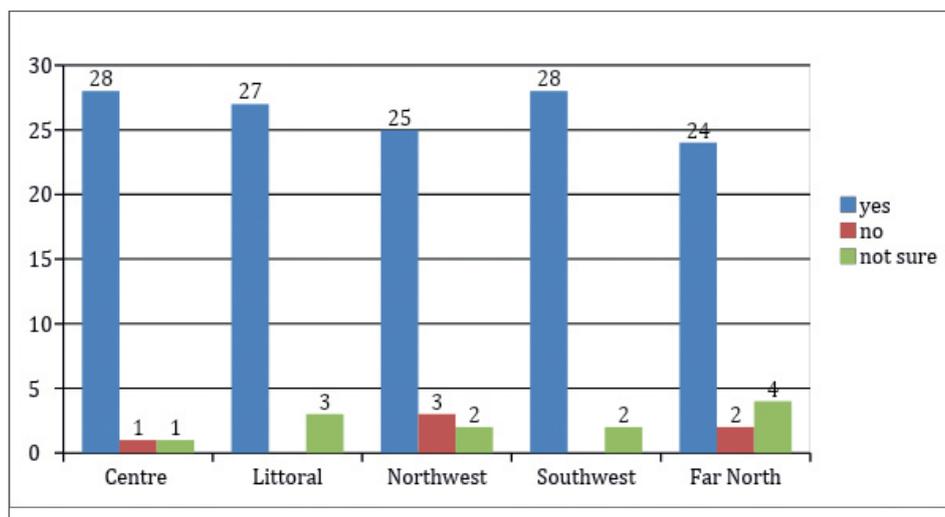


Figure 3: Résultat de propos haineux désobligeants

Comme l'illustre les figures 1, 2 et 3 ci-dessus, la radicalisation se produit lorsque les discours haineux sont utilisés sur un individu (victime/cible), ce qui augmente les chances d'une personne non violente de commettre un acte de violence. Pour confirmer cette affirmation, une enquête a été réalisée afin de déterminer si des personnes non violentes peuvent être incitées à commettre des actes de violence par des discours haineux. Voir la figure 9 ci-dessous.

Figure 9: Les personnes non-violentes peuvent-elles être incitées à la violence par des discours haineux?



Source: Données générées par les chercheurs LOYOC, 2019

⚡ LOIS ET RÈGLEMENTS SUR LE DISCOURS HAINEUX AU CAMEROUN

« La loi sur les discours haineux, adoptée le 24 décembre 2019, est une modification de la loi n° 2016/7 du 12 juillet 2016 relative au Code pénal pour les discours haineux. »

<https://www.prc.cm/en/multimedia/documents/8027-law-2019-020-of-24-december-2019>

ARTICLE 1: La loi n ° 2016/7 du 12 juillet 2016 relative au Code pénal est modifiée et complétée comme suit: Article 241: (nouveau) Outrage aux races ou aux religions

(1) Est puni d'un emprisonnement de six (06) jours à six (06) mois et d'une amende de cinq mille (5 000) à cinq cent mille (500 000) francs, celui qui commet un outrage tel que défini à l'article 152 du présent Code, à l'encontre d'une race ou d'une religion à laquelle appartiennent un ou plusieurs citoyens ou résidents.

(2) Si l'infraction est commise par voie de presse, de radio, de télévision, de réseaux sociaux ou de tout autre moyen susceptible d'atteindre le public, le maximum de l'amende prévue à l'alinéa 1 ci-dessus est porté à vingt millions (20 000 000) francs.

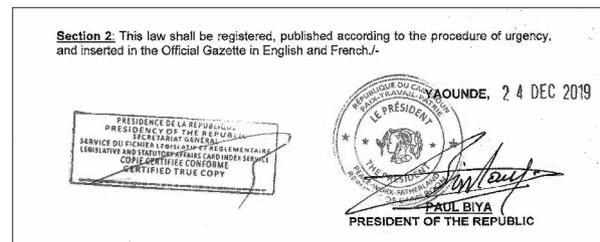
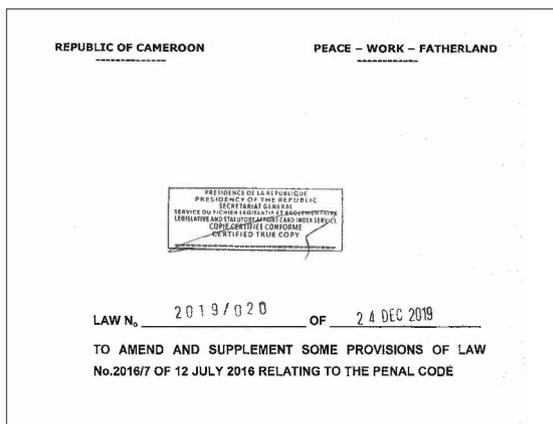
(3) Les peines prévues aux alinéas 1 et 2 ci-dessus sont doublées, lorsque l'infraction est commise dans le but de susciter la haine ou le mépris entre les citoyens ou les résidents.

ARTICLE 241-1: (nouveau) outrage à la tribu ou à un l'ethnie

(1) Est puni d'un emprisonnement de un (01) à deux (02) ans et d'une amende de trois cent mille (300 000) à trois millions (3 000 000) de francs, celui qui, par quelque moyen que ce soit, tient des discours de haine ou procède aux incitations à la violence contre des personnes en raison de leur appartenance tribale ou ethnique.

(2) En cas d'admission des circonstances atténuantes, la peine d'emprisonnement prévue à l'alinéa 1 ci-dessus ne peut être inférieure à trois (03) mois et la peine d'amende à deux cent mille (200 000) francs. Le sursis ne peut être accordé, sauf en cas d'excuse atténuante de minorité.

(3) Lorsque l'auteur du discours de haine est un fonctionnaire au sens de l'article 131 du présent Code, un responsable de formation politique, de média, d'une organisation non gouvernementale ou d'une institution religieuse, les peines prévues à l'alinéa 1 ci-dessus sont doublées et les circonstances atténuantes ne sont pas admises.



POLITIQUE DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ET LUTTE CONTRE LA DIFFUSION DES DISCOURS HAINEUX EN LIGNE AU CAMEROUN.

Par Francine Nkolo

La paix aujourd'hui est considérée de manière générale comme n'étant plus uniquement l'absence de conflit et de violence. Il est un facteur important pour la construction d'institutions fortes. Aussi, un environnement paisible est un prérequis pour une nation prospère, et également une nécessité pour le respect des droits de l'homme. C'est dans cette optique que l'Organisation des Nations Unies a jugé judicieux d'inclure les notions de Paix et Justice parmi les 17 Objectifs de Développement Durable, dans le but d'assurer un futur radieux pour tous. Toutefois nous constatons une recrudescence de

conflits (religieux, historique, socio-politique, ou ethnique...) qui peuvent apparaître non seulement entre deux nations, mais également à l'intérieur d'un même pays. A côté des cas Pakistanais, Rwandais, Sud Soudanais, celui du Cameroun retient notre grande attention vu l'ampleur actuelle de la situation dans ce pays.

Le Cameroun, pays situé en Afrique Centrale, a été colonisé d'abord par l'Allemagne. Après l'échec de l'Allemagne à la première et la deuxième guerres mondiales, le pays est pris en main par la France et le Royaume Unis. C'est ainsi qu'il a été divisé en deux parties (La partie Nord francophone appartenant à la France et la partie Sud anglophone appartenant au Royaume unis). Après l'indépendance du Cameroun francophone le 1er janvier 1960, les « deux Cameroun », à la suite du referendum de 1961 vont se réunifier (une partie du Cameroun Britannique ayant choisie le rattachement au Nigeria) et en mai 1972 on assistera à l'avènement de l'Etat unitaire. Toutefois les Camerounais ressortissants de la zone anglophone du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se sont toujours sentis exclus (ou pas assez représentés) des instances de prise de décisions.

C'est dans ce climat de frustration que la crise anglophone a débuté en octobre 2016 avec les revendications corporatistes des avocats et des enseignants d'expression anglaise qui réclamaient la traduction du « common law » en anglais, mais également son implémentation effective selon le système anglo-saxon pour les uns (les avocats) et également la traduction complète du matériel didactique en anglais. Puisque les deux langues officielles sont l'anglais et le français, les deux usant d'un même statut. L'absence d'une prompt réaction de la part des autorités publiques, ainsi que d'une communication apaisée entre les protagonistes (autorités publiques, avocats et enseignants de ces régions-là), mais également la propagation des discours haineux sur les réseaux sociaux ont permis que ces revendications se transforment rapidement, ce depuis 2017 en conflit armé.

Cette situation a entraîné le déplacement de plus de 437 000 personnes au Cameroun et plus de 1800 décès (dont le nombre ne cesse d'augmenter) dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. À cause du climat d'insécurité qui règne dans ces deux régions, la plupart de personnes déplacées internes ont trouvé refuge dans les grandes villes telles que Yaoundé, Douala, et Bafoussam. Par ailleurs, plusieurs plateformes de communication ont été créées sur les réseaux sociaux, et dans lesquelles des personnes vivant à l'intérieur du pays ou dans la diaspora interagissent sur la situation qui prévaut au Nord-Ouest et Sud-Ouest, soit en aggravant les faits, soit en les recréant. En effet, les informations diffusées dans ces plateformes ne sont pas toujours vérifiées, ce qui entraîne la profusion des discours haineux, et autres insultes qui participent à envenimer le conflit. C'est ainsi que des messages portant sur la création de la république virtuelle d'Ambazonie ont été retransmis ; Et dont les autorités virtuelles appelant les citoyens à la sécession mettaient en ligne des vidéos violentes dans lesquelles le drapeau Camerounais, les écoles et les hôpitaux étaient brûlés.

Politique de lutte contre les discours haineux sur les réseaux sociaux

La même technique de communication était également utilisée au Nord Cameroun par le groupe extrémiste BOKO HARAM, dont le leader diffusait fréquemment des vidéos violentes dans lesquelles des personnes étaient décapitées. Tous ces exemples attestent que les réseaux sociaux ne peuvent pas être considérés comme un outil inoffensif entre les mains des citoyens. Ce qui nous emmène à nous poser la question suivante : quelles sont les politiques mises en place par le gouvernement camerounais pour lutter contre la propagation des discours haineux sur les réseaux sociaux ?

Selon l'Organisation des Nations Unies, « le terme « discours haineux » renvoie à tout type de communication orale ou écrite ou tout type de comportement visant à attaquer ou utilisant un langage péjoratif ou discriminatoire à l'encontre d'une personne ou d'un groupe sur la base de son identité, en d'autres termes, sur la base de sa religion, son origine ethnique, sa nationalité, sa race, sa couleur, son ascendance, son sexe ou tout autre facteur d'identité. Ce type de discours est souvent fondé sur l'intolérance et la haine, et les encourage. Dans certains contextes, ces discours peuvent également être dégradants et conflictuels ». La liberté d'expression au Cameroun a atteint son apogée avec l'avènement d'Internet et des influenceurs web. Seulement, nous notons que cette liberté n'a pas toujours été de bonne augure pour le Cameroun, puisque les citoyens n'étaient vraiment pas éduqués à une utilisation rationnelle de ces nouveaux outils. Cela a entraîné une recrudescence des discours haineux pas seulement dans les media classiques, mais également dans les réseaux sociaux.

La Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme (CNPBM) a été créée en Janvier 2017 par le président de la République, Son Excellence Paul BIYA. Afin de veiller à ce que les deux langues officielles (Français et Anglais) soient utilisées avec un statut égal comme stipulé dans la constitution du 18 janvier 1996. Ainsi, aucune communauté ne se sentira marginalisée. Cette Commission travaille également de concert avec le Conseil National de la Communication (CNC) sur la sensibilisation et l'éducation des média sur leurs libertés et leurs responsabilités; la promotion de la paix; du «vivre-ensemble», de la démocratie et des droits de l'Homme ainsi que la promotion des langues et cultures nationales dans tous les média. Plus encore en novembre 2019, dans le souci de réprimer la diffusion des injures, des fausses nouvelles en ligne concourant à amplifier la crise Anglophone, un projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi du 12 juillet 2016 (article 241) du code pénal du Cameroun a été soumis à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi propose d'appliquer une peine d'emprisonnement allant d'un à deux ans pour tous ceux qui propageront des discours de haine, tribaux en ligne ou hors-ligne et/ou qui inciteront des personnes à la violence. Ceci accompagné du paiement d'une amende dont le montant est compris entre 300.000 à 3 millions de Francs CFA. Aussi, ces peines peuvent être doublées si le fautif est un fonctionnaire, un responsable d'un parti politique, un responsable des média, un responsable d'une Organisation Non Gouvernementale (ONG) ou bien d'une institution religieuse. Cependant, tous les citoyens ne connaissent pas l'existence de toutes ces lois, de sorte que beaucoup continuent à inciter à la violence via leurs plateformes de communication en ligne de diffuser et de partager des messages, des vidéos appelant à la haine et à la violence (des personnes publient et partagent des vidéos où l'on aperçoit des camerounais anglophones sont appelés «chiens» sur des médias privés classiques). Même ceux qui sont sensibilisés à l'abus de la non-répression de ces lois depuis, personne n'a encore été puni.

Afin de venir à bout de la propagation des discours haineux, les propositions suivantes sont émises :

- 1- les autorités publiques devraient s'assurer de la nécessité de l'implémentation des lois existantes, pour qu'elles soient plus effectives et efficaces ;
- 2- la société civile et les Organisations Non Gouvernementales (ONG) devraient travailler de concert avec le Gouvernement Camerounais pour les sensibiliser sur l'importance de concevoir plus de politiques publiques/lois ciblant la propagation des discours haineux en ligne et hors ligne ;
- 3- une commission indépendante en charge du suivi dans le domaine de la propagation des discours haineux sur les réseaux sociaux devrait être mise sur pied par le Gouvernement ;
- 4- toutes les communautés doivent être sensibilisées et éduquées sur l'utilisation rationnelle des réseaux sociaux, pour s'assurer que tous comprennent et sont au courant des risques encourus en cas de propagation et de partage de fausses informations sur les plateformes de communication ;
- 5- le Gouvernement Camerounais devrait cibler et interdire l'utilisation de certaines expressions considérées dans le contexte Camerounais comme étant haineux ou vicieux. Comme exemples nous pouvons citer : « Anglophones toujours à gauche », « Frogs », « Bamenda », « Bamiléké » ;
- 6- la loi fondée sur les discours haineux et débattue à la l'Assemblée doit être adoptée ;
- 7- toute une stratégie doit être mise en place par le Gouvernement pour recaser et autonomiser les personnes déplacées internes.

C'est une évidence donc que, le Cameroun est un pays assez compliqué compte tenu de sa diversité ethnique et culturelle. Toutefois, ces spécificités ne devraient pas être considérées comme des sources de conflit entre les communautés. Plus encore, le statut de pays bilingue dont jouit le Cameroun est plutôt une aubaine qui pourrait être capitalisé positivement pour conduire le pays à la cohésion nationale et la nécessité d'utiliser les deux langues de manière équitable sur toute l'étendue du territoire national. Le Cameroun ayant une population d'environ 25 millions d'habitants, parmi lesquels plus d'un million sont utilisateurs des réseaux sociaux, il est manifestement difficile pour les pouvoirs publics d'exercer un contrôle efficace sur ce qui est publié par les gens sur les plateformes en ligne. C'est ainsi que, les fausses nouvelles, les discours haineux et les vidéos violentes qui contribuent à intensifier les conflits se répandent. Le gouvernement a un rôle clé à jouer dans la mise en place d'une véritable politique et une législation sur les discours haineux en ligne, mais aussi pour avoir un véritable suivi. Cependant, la législation n'est qu'une approche parmi d'autres - qui peut également être utilisée à mauvais escient contre les populations - et doit être soutenu par l'engagement de la société civile, la sensibilisation critique et l'éducation à l'utilisation responsable des médias.

Mots clés: : **Consolidation de la Paix -Discours haineux - Réseaux sociaux - Cameroun - Personnes Déplacées Internes.**